Pour nos salaires et nos conditions de travail… Refusons l’austérité et exigeons des moyens pour l’éducation : tous et toutes, Gagnons la grève du 5 NOVEMBRE

vendredi 30 octobre 2026, par CGT

La mobilisation lycéenne et étudiante a su, depuis plusieurs semaines, s’organiser collectivement pour faire entendre ses revendications. Acculé, le gouvernement n’a eu d’autres choix que de lâcher quelques annonces qui restent à ce stade extrêmement floues et pas à la hauteur des enjeux. Les organisations de jeunesse ont décidé de rejoindre la journée de grève et mobilisation interprofessionnelle du 5 novembre 2026 pour les salaires et pour un autre budget. Alors que le projet de budget tourne le dos à la jeunesse et à ses revendications légitimes, nous devons dénoncer les choix politiques de gouvernement : les aides publiques aux entreprises atteignent plus de 200 milliards d’euros par an. Dans notre secteur, nous devons maintenir la pression afin d’obtenir un autre budget pour l’Éducation et la fin de sa précarité organisée.

POUR NOS SALAIRES ET NOS CONDITIONS DE TRAVAIL...

TOUS ET TOUTES, GAGNONS LA GRÈVE DU 5 NOVEMBRE

REFUSONS L'AUSTÉRITÉ ET EXIGEONS DES MOYENS POUR L'ÉDUCATION

LA CGT ÉDUC'ACTION, LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

La mobilisation lycéenne et étudiante a su, depuis plusieurs semaines, s'organiser collectivement pour faire entendre ses revendications. Acculé, le gouvernement n'a eu d'autres choix que de lâcher quelques annonces qui restent à ce stade extrêmement floues et pas à la hauteur des enjeux. Les organisations de jeunesse ont décidé de rejoindre la journée de grève et mobilisation interprofessionnelle du 5 novembre 2026 pour les salaires et pour un autre budget. Alors que le projet de budget tourne le dos à la jeunesse et à ses revendications légitimes, nous devons dénoncer les choix politiques de gouvernement : les aides publiques aux entreprises atteignent plus de 200 milliards d'euros par an. Dans notre secteur, nous devons maintenir la pression afin d'obtenir un autre budget pour l'Éducation et la fin de sa précarité organisée.

SALAIRES, NOS RÉMUNÉRATIONS DÉVISSENT...

Le point d'indice (la base de nos rémunérations) n'étant plus indexé sur l'inflation, il a perdu 32,1 % de sa valeur depuis 2000 et 15,62 % depuis 2017.

Depuis 2023, la perte moyenne est de 112 €/mois en catégorie C, 142 € en cat B et 216 € en cat A. Résultat : 862 000 agent·es, dont de nombreux personnels précaires de l'Éducation (AESH, AED, catégorie C...), doivent toucher une indemnité différentielle pour atteindre le SMIC.

Cette politique est parfaitement assumée par les différents gouvernements, sur le dos de l'austérité et de la diminution de la dette publique. **Pourtant l'argent existe** : 211 milliards d'€ sont versés chaque année aux entreprises sans aucune contrepartie.

3000€/MOIS ? LE MINISTÈRE SE MOQUE DE NOUS...

La DEPP a communiqué cet été sur le salaire moyen des enseignant·es qui serait de 3 090 € net/mois en moyenne. **Le calcul est biaisé** car il englobe toutes les primes et indemnités, inégalitaires et non retenues pour le calcul des retraites... Méthode contestable d'autant plus qu'elle change chaque année pour profiter à l'affichage ministériel... et qui exclut les contractuel·les (2 130 € en moyenne, eux aussi payés en points d'indice) tout en masquant le décrochage du début de carrière.

RAPPEL

Un·e stagiaire touchait plus de deux fois le SMIC dans les années 1980 et à peine le SMIC aujourd'hui.

900 € de moins par mois que les autres cat. A. Ce chiffre de communication ne change rien à nos fins de mois.